



Selon les syndicats, « les alertes n'ont pas été entendues »

Du côté des syndicats d'enseignants, l'avis est unanime : la fermeture du collège Simone-Signoret était devenue inévitable. « **Au vu des risques que comportent les bâtiments provisoires, ce n'était pas possible de faire autrement. On l'entend. Malgré tout, on ne peut que regretter une décision aussi brutale** », déclare Cécile Chandavoine, secrétaire départementale du SNES FSU. « **Ce sont les élèves les plus en difficulté qui vont en pâtir. Les collègues craignent du décrochage scolaire** », abonde son homologue de FO, Laurent Baussier, qui adresse un « **carton rouge** » au Département.

« **Malgré les alertes des personnels, et les nombreux signalements, nous n'avons pas été entendus** », poursuit-il. Le syndicaliste pointe « **une installation précipitée** » dans les locaux provisoires. Une demande par les syndicats avait été faite pour reporter la rentrée de la Toussaint d'une journée afin de permettre aux enseignants et à la vie scolaire de s'installer dans le collège mobile avec plus de confort. « **Cela nous a été refusé. On en paie les conséquences** », estime Laurent Baussier.

Pour Cécile Chandavoine, cette journée de battement aurait pu « **solutionner certains problèmes** » dans le bâtiment provisoire. « **Les problèmes d'évacuation des sanitaires auraient été visibles immédiatement, par exemple.** »

Les syndicalistes décrivent des conditions invivables : « **Les radiateurs tombent en panne. Le système d'éclairage et la soufflerie ont été montés sur le même circuit. Soit on fait classe dans le bruit, soit dans la pénombre...** », souligne Cécile Chandavoine. « **Un membre du personnel a eu un accident de service à cause du sol qui était glissant** », poursuit-elle quand Laurent Baussier évoque « **des fuites d'eau dans une salle de classe** » et « **des couloirs et une salle des professeurs pas adaptés** ».

Pour Cécile Chandavoine, le manque d'anticipation ne remonte pas qu'à l'installation du collège provisoire. Elle cite « **le préau démonté trop tôt** », « **l'absence de locaux adéquats pour l'infirmerie** ». Des éléments qui conduisent « **à une atmosphère de tension** » au sein de l'établissement. « **Des personnels sont en arrêt maladie** », indique la secrétaire départementale du SNES-FSU.

Si celle-ci émet des doutes quant à un retour en classe effectif dès le 3 janvier, Cécile Chandavoine espère néanmoins que le mois de fermeture permettra « **d'apaiser les tensions** » et de repartir à zéro.

Pierre CHOISNET